

Qui sera le prochain?

Par Beth Van Schaack

L'accord établissant les Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux du Cambodge oblige le Tribunal à "traduire en justice les principaux dirigeants du Kampuchea démocratique et ceux qui sont les plus responsables des crimes de l'ère des Khmers rouges. En conséquence, le Tribunal doit concentrer ses poursuites sur deux groupes d'accusés: les hauts dirigeants et ceux considérés «les plus responsables" des crimes internationaux. À l'heure actuelle, le Tribunal a cinq suspects en garde à vue, dont quatre dans la première catégorie. Ces quatre - Nuon Chea, Khieu Samphan, Ieng Sary et Ieng Thirith - représentent les seuls membres survivants du "comité permanent" du Parti communiste cambodgien (le CPK) et du cercle le plus intime de Pol Pot. Le cinquième accusé, Khang Khék Ieu, alias Duch, tout en n'étant pas au dedans de la haute hiérarchie CPK, satisfait le deuxième critère. Les preuves contre lui, y compris ses propres aveux, ont laissé entendre qu'il qualifie comme l'un des principaux responsables des crimes internationaux à la lumière de son rôle supervisant la torture et les machines d'exécution de S-21—juste une prison parmi un grand nombre autour du pays qui fut établie pour interroger et ensuite disposer d'ennemis suspects de la révolution. Après une série d'activités menant ces cinq prévenus en détention, aucun autre accusé n'a été identifié à ce jour.

Cela est regrettable. La communauté internationale a déjà fait un énorme investissement en ressources, personnel, soutien logistique, expertise technique, etc., dans les Chambres Extraordinaires pour assurer la reddition de comptes pour les crimes commis durant l'ère du Khmer Rouge. Il serait dommage que cet investissement n'ait produit que cinq poursuites.

En effet, si les Chambres Extraordinaires limitent leur attention à ces cinq suspects, ils peindraient une image inexacte et contrainte de la façon dont les crimes ont été commis sous le Khmer Rouge. Les crimes de caractère systématique et massif requièrent la participation de nombreuses personnes à de multiples niveaux de responsabilité. Bien que le Comité permanent ait mis au point les politiques draconiennes qui caractérisent le Khmer Rouge, ce fut les fonctionnaires de niveau moyen, tel que Duch, qui furent responsables de leur mise en œuvre. En effet, la recherche universitaire suggère que les cadres Khmers rouges ont été donnés un pouvoir discrétionnaire considérable pour mettre en œuvre les directives parfois cryptiques émanant du comité permanent. Ainsi, certaines provinces et certains villages ont souffert davantage que d'autres. La présentation de preuve de l'ensemble de la responsabilité pénale au sein du Khmer Rouge veillera à ce que le peuple cambodgien ait une meilleure compréhension des scénarios d'obéissance et de violence au cours de cette fatidique époque. Cela fera en sorte que les Chambres Extraordinaires contribuent à l'élaboration d'une histoire nationale qui entravera les efforts déployés par certains pour nier, ou tout simplement enterrer, le passé.

À la lumière de ces considérations, les Co-procureurs du Tribunal devraient procéder contre d'autres personnes dans la classe de Duch: les individus qui auraient commis des crimes particulièrement brutaux dans leurs communautés locales. La portée limitée du Tribunal ne devrait pas servir d'excuse pour une poursuite incomplète de la responsabilité, mais les poursuites devraient procéder lorsqu'elles sont justifiées par les éléments de preuve disponibles. La structure à deux niveaux des Chambres Extraordinaires, qui donne le pouvoir d'enquête d'abord aux Co-procureurs et ensuite aux Co-juges d'instruction, fera en sorte que seules les accusations qui sont entièrement justifiées par les éléments de preuve iront de l'avant à procès. Ce n'est que lorsque la procédure pénale est impartiale et globale qu'elles seront considérées comme crédibles. Ce n'est que lorsque les procédures pénales sont considérées comme crédibles, qu'elles seront en mesure de contribuer à une réconciliation véritable et significative dans la société cambodgienne. Parce qu'aucun mécanisme de justice transitionnelle alternatif n'est envisagé pour le Cambodge, les Chambres Extraordinaires offrent la seule chance de révéler une vérité complète et incontestable expliquant pourquoi et comment les Khmers rouges ont commis les crimes qu'ils ont commis. Après tout ce dont ils ont souffert, les Cambodgiens ne méritent rien de moins.